



Proposition du Forum international de la femme-CGEA Pour une académie des femmes savantes sous la coupe du président de la République

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5538 - Mardi 14 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Tribunal de Sidi M'hamed
**L'ancien wali de Djelfa
condamné à 4 ans
de prison ferme**

Page 16

Effet de la pluviométrie sur la disponibilité de l'eau

Il faut attendre pour évaluer l'apport des dernières pluies

Page 3

Cadeau(x) mémoriel(s)

Par Mohamed Habili

Comment faut-il prendre la décision française d'ouvrir avec quinze ans d'avance, comme a particulièrement tenu à souligner la ministre française de la Culture Roselyne Bachelot, l'accès aux archives de police et de gendarmerie pendant la guerre d'Algérie ? Evidemment, ainsi d'ailleurs que le font les historiens algériens, du moins pour ceux qui se sont exprimés sur le sujet, avec de la méfiance et des pincettes de la longueur minimale d'un bras. On ne saurait en effet trop se garantir contre un «cadeau mémoriel» de cette nature, que de surcroît nous autres Algériens ne réclamions pas. Pour que ce genre de documents soit mis à la disposition des chercheurs, il faut que leurs contenus nous réservent quelques mauvaises surprises. Des surprises dont l'effet peut-être se perdrait s'il fallait encore attendre quinze autres années avant d'en faire profiter le public algérien. Cette décision d'ouvrir un certain genre d'archives relatives à la guerre d'Algérie, mais pas un autre, venant après les déclarations rapportées par le journal «Le Monde», où le président français avait accusé le pouvoir algérien à la fois d'entretenir une «rente mémorielle» et de raconter à son peuple une histoire falsifiée de la guerre d'Algérie, ne peut avoir pour but que d'aider à faire connaître cette histoire dans sa vérité... française. Que peuvent donc contenir ces archives sinon, et au pire, des aveux extorqués sous la torture ?

Suite en page 3

Foire de la production algérienne

Le Premier ministre inaugure «la vitrine du label made in Algeria»



Ph/D. R.

La Société algérienne des foires et exportations abrite du 14 au 23 décembre courant, au Palais des expositions (Pins Maritimes) à Alger, la 29^e édition de la Foire de la production algérienne, inaugurée, hier, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Cette foire contribue ainsi à consacrer l'image d'un produit algérien compétitif à l'international. Page 2

Selon le président de l'Abef

Investissement : un mois pour le traitement des dossiers

Page 3

Dédoublage de la voie ferrée à Béjaïa

Une rencontre de coordination pour lever les contraintes

Page 2

Foire de la production algérienne

Le Premier ministre inaugure «La vitrine du label made in Algeria»

■ La Société algérienne des foires et exportations abrite du 14 au 23 décembre courant, au Palais des expositions (Pins Maritimes) à Alger, la 29^e édition de la Foire de la production algérienne, inaugurée, hier, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Cette foire contribue ainsi à consacrer l'image d'un produit algérien compétitif à l'international.

Par Thinhinane Khouchi

Annulée l'année dernière en raison de la pandémie de Covid-19, la Foire de la production algérienne, qui ouvre ses portes au grand public aujourd'hui, de 11h00 à 18h00, est un rendez-vous incontournable, réunissant producteurs et consommateurs. Ce sera une opportunité pour renforcer le label «made in Algeria», qui doit faire ses preuves d'abord sur le marché algérien et validé par le consommateur algérien, en termes de quantité, de qualité, de traçabilité et d'attractivité, soulignent ses organisateurs. En effet, au fil des éditions, «la Foire de la production algérienne opère sa mue, se bonifie et gagne en notoriété pour s'affirmer comme un des premiers événements économiques au niveau national», affirment les organisateurs, ajoutant que la FPA a toujours été «le véritable baromètre pour jauger et mesurer le niveau de développement de l'économie nationale et sa capacité à répondre aux besoins et attentes d'une demande nationale de plus en plus exigeante». Placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la 29^e édition de la Foire de la production algérienne, qui se tient jusqu'au 25 décembre courant au Palais des expositions (Pins-maritimes) à Alger, est organisée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et la Société algérienne des foires et exportations. Cette 29^e édition est placée sous le slogan «Stratégie, créativité et efficacité : clés du développement économique et d'accès aux marchés extérieurs». Les organisateurs prévoient la participation de plus de 500 exposants et 50 start-up à cette manifestation, mobilisant à cet effet l'ensemble des pavillons du Palais des expositions, soit une superficie de plus de 25 000 m² et prévoient plus d'un million de visiteurs. Plus de 31 secteurs d'activité seront présents à la FPA, à l'image de l'industrie chimique et pétrochimique, l'agroalimentaire, les travaux publics, les services, le bâtiment et les matériaux de construction, l'électronique et l'électroménager, la sidérurgie, l'industrie manufacturière, mécanique et bien d'autres. La foire permettra de mettre en valeur les capacités des entreprises algériennes, d'appuyer les opportunités de partenariat dans tous les secteurs et de promouvoir la complémentarité économique entre les différents opérateurs locaux participant à l'exposition.

«L'industrie militaire, une locomotive pour le reste des industries»

Lors de la cérémonie d'inauguration, le Premier ministre a affirmé que «l'industrie militaire sera une locomotive pour le reste des industries». Cette déclaration faite hier, place l'industrie militaire au cœur de la relance industrielle. Il est à rappeler que le ministère de la Défense nationale avait fait savoir, au mois de mai dernier, qu'il compte impliquer les entreprises publiques privées, y compris les start-up et les petites et moyennes entreprises dans les industries mécaniques militaires. Le premier ministre a ajouté qu'«il faut donner la chance aux jeunes cadres fraîchement diplômés des instituts, des écoles et des universités, et les intégrer dans l'industrie des véhicules militaires». Concernant le secteur automobile, le Premier ministre a indiqué que «le taux d'intégration doit atteindre les 35 % dans un délai de 36 mois au niveau des entreprises publiques de l'industrie automobile».

«En marge de la 29^e de la Foire de la production algérienne, plusieurs rencontres et ateliers techniques sur diverses thématiques liées à l'économie nationale», a indiqué la Société algérienne des foires et exportations. Plusieurs ministères pré-

sentent des exposés sur la contribution de chaque secteur dans la stimulation de la production nationale lors de ces rencontres qui constituent également une occasion pour échanger sur les nouvelles dispositions régissant l'économie nationale, et promouvoir le produit national en vue d'une plus large diversification des exportations hors hydrocarbures. Au programme, une rencontre qu'anima aujourd'hui le ministre du Commerce, Kamel Rezig, intitulée «le rôle du secteur du Commerce et de la Promotion des exportations dans la promotion du produit national», indique un communiqué de la société. La présentation sera suivie d'un exposé du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger sur la contribution du ministère à la promotion du produit national. Le ministère de la Défense nationale participera également à ces rencontres avec un exposé ayant pour thème «La contribution des industries militaires à la diversification du produit national», suivi d'une intervention du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels sur le rôle de la formation professionnelle dans la qualification de la main-d'œuvre pour la relance de l'économie nationale. Les ministères du Tourisme et de l'Habitat participeront également



Ph.D. R.

avec deux expositions sur «la contribution du secteur de l'Artisanat dans la relance de l'économie nationale» et «les mesures à prendre pour assurer la qualité de construction, l'organisation technique et les procédures d'émission des avis techniques». Outre deux autres exposés des ministères de l'Agriculture et de l'Enseignement supérieur, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise aura une intervention sur «la mise en place d'un environnement favorable à l'appui et la promotion des micro-entreprises et son rôle dans l'activation du développement local et de la promotion des exportations». Les deux communications intitulées «L'Afrique, un marché ciblé des

exportations algériennes de produits pharmaceutiques» et «la contribution de la numérisation et des statistiques dans la relance de l'économie nationale» seront présentées respectivement par les ministères de l'Industrie pharmaceutique et de la Numérisation et des Statistiques. Pour sa part, le ministère de la Culture et des Arts aura également une communication intitulée «la contribution du patrimoine culturel dans la diversification de l'économie nationale». L'événement verra la participation du ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique avec une communication sur «la stratégie du secteur et son rôle en termes de développement rural durable», ainsi que le ministère de la Solidarité nationale. T. K.

Dédoublage de la voie ferrée à Béjaïa

Une rencontre de coordination pour lever les contraintes

Le rythme des travaux du projet de dédoublement de la voie ferrée de la wilaya reliant Béjaïa à Béni Mansour sur 87 km devrait être accéléré dans les semaines à venir. Les décisions prises lors d'une réunion qui a été présidée récemment par le wali plaident en faveur d'une telle prévision. Ajouter à cela l'attention particulière accordée par le wali, Kamel Eddine Karbouche, à ce chantier dont les travaux n'arrivent toujours pas à retrouver un cours normal et une bonne cadence. A ce propos, le premier responsable de la wilaya a récemment effectué une visite d'inspection à ce chantier afin d'évaluer les aspects techniques et pratiques liés aux différents travaux à mener et donner un coup d'accélérateur à ce deuxième grand projet ouvert par la wilaya depuis plusieurs années. La rencontre a été convoquée à l'issue de la visite effectuée sur le terrain afin de coordonner les actions de tous les acteurs impliqués, donner un coup de pied dans la fourmière de ce projet et dépasser

les handicaps qui se dressent sur son chemin. Ont pris part à cette réunion, plusieurs responsables dont le représentant de l'Agence nationale d'études, de suivi et de la réalisation des investissements ferroviaires (Ansrif), le directeur des travaux publics, le directeur des transports, plusieurs chefs de daïra, un représentant de Cosider, le responsable de la Sadeg (ex-Sonelgaz), entre autres. Les différents responsables ont été invités à intervenir chacun dans son domaine afin de lever les contraintes liées aux travaux et les difficultés rencontrées. Des propositions ont été faites afin de faire avancer le projet, en proposant certaines mesures. Il s'agissait aussi de lancer les travaux de déplacement des réseaux situés sur l'emprise du chemin de fer ou proches de celle-ci, dont le gaz de ville, la voirie, l'électricité, entre autres. Il était aussi question des oppositions des propriétaires terriens, l'évaluation des procédures d'expropriation et de dédommagement. Une commission mixte

de suivi et d'évaluation des travaux du projet a été mise sur pied. Elle est composée de plusieurs responsables de wilaya, outre des responsables d'entreprises. «Le chef de l'exécutif a chargé le secrétaire général de la wilaya à mettre sur pied une commission d'orientation et de suivi, composée de plusieurs directeurs de wilaya concernés par le chantier, afin de suivre de plus près les travaux et leur avancement, se rendre, périodiquement, sur le terrain et intervenir en temps voulu afin de lever les contraintes qui pourraient survenir au cours des travaux», a fait observer la cellule de communication de la wilaya. Et d'ajouter : «Le premier responsable de la wilaya a insisté sur la nécessité de préserver les biens des citoyens et réduire au maximum les dommages qui peuvent découler des travaux de réalisation de ce grand chantier». Ceci tout en soulignant «l'importance» que revêt ce projet sur le plan du développement économique et social de la wilaya, dans la mesure où il

permettra aux voyageurs de parcourir le trajet séparant Béjaïa d'Alger en 2h30mn seulement. Le train pourrait rouler, selon les prévisions communiquées, à une vitesse de 160 km/h. Concernant les ouvrages d'art les plus importants qui accompagneront la modernisation du chemin de fer de la wilaya de Béjaïa, deux tunnels de 668 m et 907 m. Comme il est également prévu le réaménagement de deux gares, en l'occurrence, celles de Tazmalt, Béni Mansour et l'arrêt du village Allaghane. Il est également programmé plusieurs gares tout au long du parcours séparant Béjaïa de Béni Mansour, dont celles d'Ighzer Amokrane (Ouzellaguen), Akbou, village Takariet, Sidi-Aïch, village Ilmathen, El-Kseur et la gare terminus de Béjaïa. Des arrêts sont également programmés, dont ceux d'Oued-Ghir, village Laâziv situé entre Ouzellaguen et Akbou et un autre arrêt à hauteur de la Gare routière de Béjaïa.

H. Cherfa

Effet de la pluviométrie sur la disponibilité de l'eau

Il faut attendre pour évaluer l'apport des dernières pluies

■ En dépit du retour des pluies sur plusieurs wilayas entre octobre et novembre, le stockage des eaux pluviales reste relativement moyen, notamment dans les régions Ouest et Centre du pays. Selon les responsables du ministère des Ressources en eau, il est encore tôt pour se prononcer sur l'effet de la pluviométrie sur la disponibilité de l'eau.



Par Louisa A. R.

Depuis l'été dernier, la capitale est soumise à un programme de rationnement drastique dans la distribution de l'eau potable. Une décision «urgente» que le ministère des Ressources en eau avait opérée pour faire face à la baisse des eaux stockées dans les barrages.

Après quelques années de sécheresse, les intempéries sont de retour cette année avec des pluies torrentielles sur plusieurs

wilayas, entre octobre et novembre. Cet apport est jugé appréciable par les spécialistes et reste relativement bénéfique pour le pays.

En effet, les dernières précipitations enregistrées dans plusieurs wilayas de pays ont permis, selon le dernier rapport de ministre des Ressources en eau, un taux de remplissage des barrages de 35,26 %, ce qui demeure donc faible pour le moment.

Si quelques barrages ont affiché un taux de remplissage satisfaisant, d'autres présentent

un taux de stockage très maigre. 44 barrages sur les 75 en exploitation, selon les données de ministère des Ressources en eau, sont inférieurs à 35 %.

Invitée de la rédaction de la radio Chaîne 3, la chargée d'études au ministère des Ressources en eau, Lahtihate Lamia, a expliqué cette situation par la localisation des premières précipitations dans les bassins versants côtiers, «ce qui fait que les eaux des pluies s'écoulent directement dans la mer». Quant aux dernières pluies enregist-

trées à l'intérieur du pays, elle dira qu'il faut attendre pour évaluer leur apport. «Nous ne pouvons pas nous prononcer maintenant sur le stockage des eaux pluviales, parce que nous avons des barrages à sec au-dessous de 10 %», a-t-elle expliqué. Se voulant optimiste, Lahtihate Lamia a estimé qu'«il faut attendre encore quelque temps, une semaine à un mois, que les écoulements arrivent, pour se prononcer sur un état des lieux». A noter que certains barrages se remplissent de la fonte des neiges.

Dérèglement climatique oblige, le ministère des Ressources en eau ajuste ses stratégies pour renforcer les ressources naturelles en eau par des sources non-conventionnelles. Il s'agit, a précisé l'invitée de la Chaîne 3, d'augmenter, particulièrement, les capacités nationales de dessalement de l'eau de mer avec la réalisation «de stations de 300 000 m³ chacune», dont 5, «jugées prioritaires», sont déjà inscrites au programme de 2022/2024 et 6 autres sont prévues pour le quinquennat 2025/2030 afin d'atteindre une capacité de 60 %. Pour rappel, les barrages assurent 33 % des besoins nationaux en eau potable. Une capacité estimée à 3,7 milliards de m³. La moitié de ces besoins est couverte par les eaux souterraines et 17 % à partir du dessalement de l'eau de mer.

L. A. R.

Selon le président de l'Abef

Investissement : un mois pour le traitement des dossiers

Les banques ont répondu favorablement à 95 % des demandes de crédit qui leur ont été soumises, a indiqué, hier, Lazhar Latreche, président de l'Association des banques et des établissements financiers (Abef), lors de son passage à la Radio nationale. Durant l'année passée, le nombre des dossiers étudiés était de 6 814 dossiers, alors que durant l'année en cours le nombre est de 5 785. Cela renseigne, a-t-il indiqué, que les banques ont accompli un «grand travail» malgré la crise sanitaire due à l'épidémie de coronavirus. Ce travail consiste en l'accompagnement des investisseurs et le rééchelonnement des crédits des entreprises en difficulté à cause de l'épidémie. Selon Lazhar Latreche, le délai d'étude des dossiers de crédit au niveau des banques ne dépasse

pas un mois pour les crédits à l'investissement et 10 jours pour les crédits d'exploitation. «Cela vise à permettre d'accompagner les investisseurs dans un délai court afin de leur permettre de concrétiser leur projets», a-t-il indiqué. Le président de l'Abef a souligné aussi que les banques publiques ont participé au financement des secteurs d'investissement, notamment ceux ayant pour but de développer les exportations, pour un montant dépassant 5 455 milliards DA entre l'année 2020 et 2021. Il a expliqué, au passage, que «les banques jouent un grand rôle dans le plan de relance économique en accompagnant les investisseurs pour la réalisation de leurs projets». Il a ajouté que le grand rôle est dévolu aux banques, notamment publiques, pour le financement de l'économie nationale, et ce, grâce

à la force de leur capital. D'où d'ailleurs, a-t-il précisé, les instructions fermes du Premier ministre, ministre des Finances Aïmene Benabderrahmane, au début 2021, exhortant les banques à financer les investisseurs et accompagner toutes les entreprises. Lazhar Latreche n'a pas manqué d'expliquer que «le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de relance de l'économie nationale a pour but de faire bouger la route de la croissance économique qui se base sur la création d'un climat adéquat à l'investissement pour la création de la richesse et des postes d'emploi». «Malgré la conjoncture difficile que traverse le monde en général et l'Algérie en particulier à cause de la pandémie de coronavirus, il n'empêche que les banques et les

établissements financiers ont accompli leur tâche principale, à savoir l'accompagnement de ce programme en finançant tous les projets d'investissement à valeur ajoutée», a-t-il estimé. Le président de l'Abef a insisté, par ailleurs, sur le fait que «le financement de l'économie nationale doit se faire dans la transparence, en définissant tous les secteurs économiques importants, en mesure de créer de la valeur ajoutée et faire rentrer de la devise au pays, tout en satisfaisant les besoins des consommateurs et l'exportation de l'excédent à l'étranger». Il a également indiqué que «l'Algérie a bien avancé dans la mise en place de la finance islamique, atteignant les objectifs escomptés en parvenant à attirer plus de 10 milliards de dinars». Sur un autre plan, l'orateur a indiqué que le retour

LA QUESTION DU JOUR

Cadeau(x) mémoriel(s)

Suite de la page une

Quel historien ajouterait foi à des documents établis par des tortionnaires, s'il s'en trouve mettant en cause l'honneur de combattants algériens ? S'il en existe néanmoins, c'est qu'il est d'extrême droite. Les autorités algériennes demandaient avec insistance à ce qu'on leur indique les lieux où sont enterrés les déchets radioactifs des essais nucléaires effectués par l'armée française dans le Sahara. La réponse française a été pour dire que ce genre d'archives était encore couvert par le secret-défense. C'est ce refus de la France qui est la véritable cause de la détérioration des relations entre les deux pays. Les déclarations d'Emmanuel Macron ont été la goutte qui a fait déborder le vase algérien, pas plus. Si la demande concernant les déchets nucléaires avait été satisfaite, ces déclarations, pour déplaisantes qu'elles soient, n'auraient pas conduit à elles seules les Algériens à rappeler leur ambassadeur et à fermer leur espace aérien aux avions français opérant dans le Sahel. On sait que le ministre français des Affaires étrangères a demandé dernièrement aux Algériens, lors d'une visite à Alger, de revenir sur cette décision, de permettre aux avions français de traverser à nouveau l'espace aérien algérien. On ignore quelle a été la réponse des autorités algériennes. Mais si pour les autorités françaises l'ouverture des archives judiciaires est de leur part un gage de bonne volonté, peut-être même une concession de poids appelant une contrepartie immédiate, du côté algérien ce ne peut être que quelque chose de suspect, au demeurant très éloigné de leur faire oublier ce qu'ils réclament avec force : qu'on leur montre les emplacements exacts des déchets nucléaires. Les seules archives qui les intéressent, ce sont celles qui ont une utilité pratique, salutaire même, et dans le présent. Celles qui ne sont pas destinées à être consultées par des historiens, mais par des spécialistes en traitement de matières hautement toxiques. Tant que la France n'aura pas compris que c'est à cette demande qu'elle devra répondre en premier, elle n'aura rien fait pour améliorer ses relations avec l'Algérie. M. H.

des crédits d'acquisition de voitures interviendra avec la reprise de l'importation des véhicules neufs. La durée d'étude des dossiers ne dépassera pas une semaine, a-t-il affirmé.

Massi Salami

Proposition du Forum international de la femme-CGEA

Pour une académie des femmes savantes sous la coupe du président de la République

■ Les participantes à la première édition du Forum international de la femme (FIF), organisée samedi et dimanche à Alger, ont proposé de créer une académie des femmes savantes directement sous la coupe du président de la République.



Par Hocine H.

À l'issue de deux jours de travaux de cette manifestation économique, organisée par la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), il a été souligné dans les recommandations de «reconnaître les compétences féminines algériennes tant à l'intérieur que sur le plan mondial, en créant la première académie algérienne des femmes savantes directement sous la coupe de président de la République».

Les participantes ont également appelé à «renforcer l'arsenal juridique national en vue de protéger la femme dans le circuit du travail», ainsi que «la pénalisation du harcèlement moral et les comportements sexistes sur les lieux de travail, qui freinent l'évolution de la femme dans le marché du travail».

Elles ont également appelé à davantage d'accès de la femme à tous les postes décisionnels et politiques de par sa compétence et rien d'autre, soulignant la nécessité d'éliminer toutes les formes de favoritisme quant à l'emploi des femmes.

En outre, il a été recommandé de redoubler d'efforts pour mieux inclure le produit de la femme dans l'économie en facilitant les

circuits de commercialisation, l'accès au crédit et à l'évaluation du travail féminin ainsi que la protection des chaînes de valeur des produits agricoles intimement liés au savoir-faire et reconnaissance de la femme.

Quelque 3 000 femmes algériennes cheffes d'entreprises et porteuses de projets ont pris part à cette manifestation qui a ouvert un débat approfondi sur des thématiques liées à «la contribution de la femme algérienne dans le développement de l'économie nationale».

Entrepreneuriat féminin : plaidoyer en faveur de modes de financement spécifiques

Des modes de financement spécifiques dédiés au soutien des femmes entrepreneures doivent être mis en place, notamment à travers des fonds d'investissement et des prêts à des taux bonifiés, ont recommandé, dimanche à Alger, plusieurs femmes cheffes d'entreprises.

Lors d'un panel dédié à la réforme du financement pour encourager l'investissement féminin, organisé à l'occasion du Forum international de la femme (FIF), la présidente du Conseil international des femmes entrepreneures, Lamia Louati, a

recommandé la création d'un fonds spécial pour le financement des PME féminines, soulignant l'intérêt d'impliquer le secteur des assurances pour faciliter les prêts bancaires aux entrepreneures féminines.

De plus, M^{me} Louati a noté la nécessité de former les femmes entrepreneures à la recherche de financement et à soutenir le déploiement de la femme entrepreneure à l'international.

«Il est également de notre devoir de joindre nos efforts à ceux de l'Etat et constituer une force de proposition afin de relever les défis actuels», a-t-elle estimé. Pour sa part, la directrice tunisienne d'un cabinet de consulting, Nejiba Chouk, a proposé d'aider les jeunes femmes entrepreneures à augmenter leur capital via des dotations généralement sans intérêt ou à des taux bonifiés ou bien à travers des fonds d'investissement dédiés aux PME féminines.

De son côté, la consultante dans le secteur bancaire, Meriem Kouissi, a déploré le fait que «la recherche de financement est plus compliquée surtout pour la femme, notamment du fait d'une stigmatisation de la femme concernant la réussite de son projet». «Il s'agit de mettre à disposition des porteuses de projets un réseau porté par une platefor-

me de mise en relation des femmes entrepreneures entre elles et avec leurs partenaires», a-t-elle soutenu.

Intervenant lors de ce panel, la chercheuse au sein du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), El Kaina Hammache, a souligné qu'il s'agissait de réfléchir au concept de «budgétisation sensible au genre» qu'elle estime comme «une composante essentielle de l'approche intégrée de l'égalité homme-femme».

Ce concept, qui doit réserver des budgets spécifiques pour soutenir la femme au niveau des différentes institutions, doit permettre, a-t-elle dit, de passer de l'égalité de droit de fait à l'égalité de droits «réellement mise en œuvre» grâce aux orientations budgétaires ciblées dans tous les secteurs.

«L'égalité homme-femme n'est pas une question sociale mineure mais un paramètre de réussite macroéconomique», a tranché M^{me} Hammache, précisant que le budget sensible au genre concerne aussi bien les ministères, les associations, les collectivités locales et les entreprises.

La CGEA signe une convention de partenariat et memorandum d'entente avec deux organisations patronales internationales

La CGEA a signé, dimanche à Alger, une convention de partenariat avec le Conseil international des femmes entrepreneures (CIFE) et un memorandum d'entente avec Forum islamique de coopération pour les jeunes (ICYF).

La convention de partenariat entre la CGEA et les CIFE a été signée par les présidentes des deux organisations patronales, respectivement Saïda Naghza et

Rachida Jebnoun, en marge du Forum international de la femme (FIF), organisé samedi et dimanche au Centre international des conférences (CIC).

La convention de partenariat porte sur l'échange d'expertise professionnelle, la création d'opportunités d'échanges dans le domaine économique, commercial, culturel et entrepreneurial, ainsi que le soutien réciproque aux initiatives promotionnelles de CIFE en Algérie et celles de la CGEA en Tunisie.

Elle porte également sur l'échange de know-how entrepreneurial, programmes de formation, d'assistance et de recherches se rapportant à l'entrepreneuriat et à l'appui des initiatives entrepreneuriales de porteurs de projet et de start-up innovantes ainsi que l'appui mutuel aux programmes et aux projets soumis à la recherche de partenariats industriels, techniques et financiers internationaux.

M^{me} Neghza a, en outre, signé un memorandum d'entente avec le président du Forum islamique de coopération pour les jeunes, Taha Ayhan.

Les deux parties s'engagent, notamment, à prendre en considération les avantages comparatifs des compétences respectives et l'expertise des parties et à rechercher une valeur ajoutée et de mieux utiliser les ressources existantes.

Les deux parties ont l'intention, également, d'organiser un sommet régional sur l'investissement pour les jeunes qui réunira des entrepreneurs, investisseurs, institutions financières, décideurs et des citoyens, dans le but d'échanger les idées sur la manière de débloquent des investissements et des financements pour accélérer l'indépendance financière des jeunes et lutter contre le chômage dans la région.

H. H.

Anvredet

Signature de deux partenariats pour appuyer les recherches en biotechnologie

L'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (Anvredet) a signé, dimanche, deux conventions de partenariat avec l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie (ENSB) et le Centre national de recherche en biotechnologie (CRBT) situés dans la circonscription administrative Ali-Mendjeli (Constantine) en vue de renforcer et d'accompagner les chercheurs dans ce domaine. En marge de la cérémonie de signature de ces deux conventions, organisée dimanche après-midi à l'ENSB, implantée à l'Université Salah-Boubnider Constantine 3, la directrice de l'Anvredet, Nedjouda Demmoussi Mounsi, a indiqué

qu'il sera procédé, au titre de la première convention signée avec l'ENSB, à la création d'un incubateur qui se chargera de l'accompagnement technique et du soutien financier des porteurs de projets innovants. La deuxième convention paraphée avec le CRBT constitue «un partenariat purement scientifique pour échanger les expériences et permettre aux chercheurs encadrés par l'Anvredet de bénéficier des moyens technologiques, d'équipement et des laboratoires dont dispose le centre», a indiqué M^{me} Demmoussi Mounsi. Pour sa part, le directeur de l'ENSB, le P Douadi Khelifi, a indiqué que la signature de cette convention s'inscrit dans le cadre du programme de célébra-

tion de la Journée nationale de l'innovation (8 décembre) et permettra la création d'un laboratoire «Fab-lab» devant permettre le développement des recherches dans le domaine de la culture des cellules. De son côté, le directeur du CRBT a indiqué que le staff activant dans ce Centre bénéficiera, dans le cadre de ce partenariat, de stages de formation dans le domaine de la valorisation des résultats de la recherche scientifique et la création de système d'innovation en biotechnologie pour faciliter la création de micro-entreprises à partir d'idées innovantes d'ingénieurs, chercheurs et étudiants. Les deux conventions ont été signées à l'issue d'un séminaire national sur l'innovation,

ouvert samedi à l'ENSB, et qui a été marqué par la présentation d'interventions et communications par des spécialistes et des experts dans le domaine scientifique. Pour rappel, il a été procédé dans le cadre de la célébration de la Journée de l'innovation, à l'évaluation des travaux des participants au concours «My Idea» de la meilleure idée de projet innovant dans le domaine de la biotechnologie par un jury composé d'enseignants chercheurs et de représentants d'entreprises économiques.

Les propriétaires des trois meilleurs projets innovants ont été honorés et ont bénéficié d'une opportunité de stage à l'Anvredet.

R. N.

Béchar

«Saoura-Ciment» compte en 2022 exporter vers les pays d'Afrique de l'Ouest

■ La société «Saoura-Ciment» compte en 2022 exporter sa production de différents ciments vers les pays d'Afrique de l'Ouest, a-t-on appris, hier, auprès de cette société filiale du Groupe industriel public des ciments d'Algérie (Gica).



Par Salem K.

L'entreprise compte, en 2022, exporter les différents types de ciments produits par la cimenterie de Ben-Zireg (nord de Béchar) vers les pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Sénégal, au titre du renforcement de ses exportations vers le continent africain, a-t-on précisé.

Depuis le début de l'année 2021, Saoura-Ciment a exporté plus de 33 000 tonnes de ciments vers des pays africains voisins, notamment le Mali, le Niger et la Mauritanie, a rappelé la source.

La société dispose d'une cimenterie située dans la zone de Ben-Zireg, à une trentaine de kilomètres au nord de Béchar et s'étend sur une plus de 100 hectares.

Entrée en production réelle en

2020, elle a nécessité un investissement public de plus de 34 milliards DA (réalisation et équipement), dans le but de développer le tissu industriel de la région du sud-ouest et répondre à ses besoins en ciment.

D'une capacité de production d'un million de tonnes de ciment, Saoura-Ciment a entamé en septembre dernier la production d'un nouveau produit, en l'occurrence le ciment résistant aux sulfates (ciment CRS), au titre des efforts de diversification de sa production, et aussi pour répondre aux besoins de ses partenaires en la matière, a fait savoir l'entreprise.

Elle bénéficie de l'existence à ciel ouvert de minerais entrant dans la fabrication des ciments dans la zone de Ben-Zireg, elle-même située à proximité de la RN-6 et de la ligne ferroviaire Béchar-Oran, a-t-on fait savoir.

S. K.

Changes

La Bourse de Tokyo dynamisée par Wall Street après l'inflation américaine

La Bourse de Tokyo grimpeait nettement hier en matinée, encouragée par les gains à Wall Street vendredi, qui n'a pas tremblé malgré une nouvelle accélération de l'inflation aux Etats-Unis en novembre, atteignant son niveau le plus élevé depuis 1982.

L'indice vedette Nikkei prenait 1,24 % à 28 790,74 points après 01h00 GMT et l'indice élargi Topix gagnait 0,78 % à 1 990,89 points.

La hausse des prix à la consommation aux Etats-Unis le mois dernier a certes été très élevée (+6,8 % sur un an) mais elle

était conforme aux attentes des économistes et donc des investisseurs. Les trois indices vedettes de la Bourse de New York ont ainsi grimpé, le S&P 500 signant même un nouveau record en clôture.

Avec cette inflation sans surprise, la Réserve fédérale américaine (Fed), qui se réunit aujourd'hui et demain, pourrait ne pas avoir à accélérer encore davantage son calendrier pour resserrer sa politique monétaire.

Le yen baissait très légèrement par rapport au dollar, à raison d'un dollar pour 113,52 yens vers 01h00 GMT contre 113,44

yens vendredi à 21h00 GMT.

Même tendance de la devise japonaise par rapport à l'euro, qui valait 128,39 yens contre 128,33 yens vendredi.

La monnaie européenne était quasi stable face au billet vert, un euro s'échangeant pour 1,1309 dollar contre 1,1313 dollar vendredi à 21h00 GMT.

Le rebond du pétrole se poursuivait hier matin en Asie : vers 00h55 GMT, le prix du baril américain de WTI gagnait 1,13 % à 72,48 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,9 % à 75,83 dollars.

Les Bourses chinoises en hausse à l'ouverture

Les places boursières chinoises ont ouvert en hausse hier, encouragées par les gains de Wall Street à la fin de la semaine dernière.

A Hong Kong, dans les premiers échanges, l'indice composite Hang Seng gagnait 1,03 % à 24 242,26 points.

En Chine continentale, la Bourse de Shanghai prenait 0,56 % à 3 686,94 points et celle de Shenzhen 0,34 % à 2 555,24 points.

S. K.

Budget

L'Arabie saoudite annonce un excédent budgétaire pour 2022

L'Arabie saoudite a approuvé dimanche son budget pour l'année 2022 sans prévoir de déficit, une première depuis la chute des cours du pétrole en 2014, a annoncé l'agence de presse officielle SPA.

«Les dépenses s'élèvent à

955 milliards de riyals (225 milliards d'euros) et les recettes atteignent 1 045 milliards de riyals (246 milliards d'euros), avec un excédent pouvant atteindre 90 milliards de riyals (21 milliards d'euros)», a déclaré le roi Salmane, cité par SPA.

Cet excédent budgétaire est

prévu alors que le plus a «surmonté les répercussions économiques et les phases exceptionnelles de la pandémie de Covid-19», selon le monarque.

«Une attention accrue sera accordée à la sécurité et la santé des citoyens et des résidents, au développement humain, à la

poursuite de la croissance et de la diversité économique et à la durabilité financière», a-t-il ajouté. Le ministère saoudien des Finances avait prévu en septembre que le budget 2022 inclurait un déficit de 52 milliards de riyals (12,2 milliards d'euros).

Kamel L.

Iran

Production de 1,2 million de barils de pétrole par jour en 2022

L'Iran produira 1,2 million de barils de pétrole par jour au prix de 60 dollars le baril, selon un projet de budget pour l'année fiscale 2022-23, présenté dimanche au Parlement par le président iranien, Ebrahim Raïssi.

Cette future production journalière de pétrole représente une

réduction de moitié par rapport à celle de l'année passée où l'Iran avait prévu de produire 2,3 millions de barils par jour au prix de 40 dollars le baril, selon l'agence Tasnim.

Les revenus pétroliers devraient ainsi baisser de 33,5 milliards de dollars à 26,3 milliards de dollars.

Par ailleurs, le montant alloué pour le programme de renforcement des capacités de défense et de la recherche stratégiques s'élèverait pour la nouvelle année iranienne, qui débute le 21 mars, à 5,1 milliards de dollars, selon ce projet de budget qui doit être adopté avant la fin décembre.

Le document prévoit, en

outre, une croissance économique de 8 %. L'Iran est soumis à des sanctions imposées par les Etats-Unis après le retrait unilatéral de ce pays en 2018, sous la présidence de Donald Trump, de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, ce qui a fait chuter les revenus pétroliers de Téhéran.

H. Y.

Energie

Discussions entre l'Irak et l'Arabie saoudite sur l'achat d'électricité

Des discussions sont en cours entre l'Irak et l'Arabie saoudite pour l'achat de l'électricité, a indiqué, dimanche à Bagdad, le ministre irakien du Pétrole, l'Issan Ismail. «Le dialogue avec l'Arabie saoudite et la connexion avec le Golfe se fait pour sécuriser et stabiliser la production électrique. Pour le moment, le dossier est en cours de discussion», a affirmé M. Ismail lors d'une rencontre avec des journalistes. «Il est clair qu'il y a une disposition et une forte coopération du Conseil de coopération du Golfe, et en particulier de l'Arabie saoudite, et il y a une volonté d'aider l'Irak à dépasser cette crise», a-t-il reconnu, précisant que «les négociations portent actuellement sur le prix d'achat». «Nous avons obtenu un tarif, mais nous pensons qu'il peut être amélioré», a-t-il indiqué, expliquant que cela se fera en fonction de «plusieurs facteurs», notamment «la quantité d'électricité qui doit être importée et la durée de ces importations : 365 jours ou alors six mois seulement». L'Irak produit actuellement 15 000 mégawatts (MW), bien loin des 30 000 nécessaires lors du pic de consommation qu'il connaît en période estivale, selon le ministre qui a fait savoir que «le pays ambitionne de signer plusieurs accords qui permettront la production de 7 500 mégawatts d'ici fin 2023 et de 12 500 mégawatts dans un futur proche, soit à terme plus de 25 % des besoins de l'Irak en matière d'électricité».

R. E.

Batna

Randonnée à la découverte des merveilles du Parc de Belezma

■ La direction du Parc national de Belezma, dans la wilaya de Batna, a organisé, pour célébrer la Journée internationale de la montagne (11 décembre), une randonnée pédestre de 14 km au profit des amoureux de la nature, à la découverte du charme pittoresque de cette réserve réputée pour ses majestueux cèdres de l'Atlas.

Par Hamid N.

Le temps pluvieux et le froid extrême enregistrés à Batna ces jours-ci ainsi que le brouillard qui enveloppe, en ce début de semaine, plusieurs régions de Fesdis relevant du Parc national Belezma, n'ont pas découragé les randonneurs, pour la plupart des étudiants de l'Institut des sciences vétérinaires et agronomiques de l'université de Batna 1, déterminés à partir à la découverte des forêts de cette région, même sous la pluie. Le top départ a été donné depuis la forêt de Djerma, sur le versant Est, sur une piste de 14 km, où plus de 100 randonneurs, entre étudiants, professeurs et cadres du Parc Belezma, ont parcouru des zones montagneuses parsemées d'une mosaïque d'espèces végétales riches et variées s'étendant à perte de vue.

Au cours de cette randonnée, effectuée sous une pluie battante, une halte a été observée dans la réserve des gazelles de montagne, créée dans les années 1980 pour abriter des couples de gazelles de montagne et œuvrer à protéger cette espèce, a indi-

qué à l'APS le directeur du Parc national de Belezma, Mohamed-Lamine Dehimi. Il a détaillé que la direction du parc avait, à l'époque, procédé à l'installation d'une clôture dans le cadre d'un programme établi pour protéger cette espèce, déplorant que le projet n'ait pas pu aboutir.

«La conjoncture de l'époque et la décennie noire ont contribué à la disparition de cette réserve dont l'objectif de création était de préserver la gazelle de montagne dans la région, notamment au Parc de Belezma», a-t-il ajouté. Au bout de la piste parcourue, les randonneurs ont fait une virée dans la maison des forestiers, une structure en bois servant de permanence lors des sorties de terrain des équipes de cette immense réserve.

La promenade reprend sur les traces d'un circuit pittoresque, parsemé de paysages à couper le souffle et ponctuée d'explications sur la diversité des espèces faunistiques et floristiques de ce parc, jusqu'à atteindre Djebel Kasser et sa source minérale, au nord-ouest de la réserve. A l'occasion, les randonneurs se sont familiarisés avec les variétés végétales de la



région, notamment le chêne vert, le pistachier, le pin d'Alep naturel et celui planté, ainsi que le cèdre de l'Atlas et de nombreuses autres plantes médicinales.

M. Dehimi a assuré que dans certains de ces endroits, l'homme n'a pas (ou peu) mis les pieds, soulignant qu'une coordination est en cours entre la direction locale du tourisme pour la formation des guides de montagne au sein du Parc national de Belezma dans l'objectif d'encourager le tourisme.

De son côté, le directeur de l'Institut des sciences vétérinaires et agronomiques de l'université Hadj-Lakhdar (Batna 1), Yacine Beghami, a relevé l'importance de ces randonnées pour les chercheurs, aussi bien les professeurs que les étudiants, dans la mise en valeur et la protection de la richesse de la biodiversité du Parc de Belezma.

Pour les photographes qui ont immortalisé à travers leurs objectifs cette randonnée, la sortie était riche en détails et en photos, dont le photographe de

l'APS, El Eulmi Benmokhtar, qui a affirmé que la sortie constitue une occasion pour les amoureux de la nature de découvrir la beauté époustouflante de ces régions montagneuses.

Plusieurs sorties d'explorations et de randonnées au profit des amoureux de la nature et des représentants de certaines agences de tourisme ont été organisées par la direction du Parc national de Belezma dans l'objectif de promouvoir les trésors naturels de ce parc.

H. N.

Mascara

Les foyers du douar Kerarma raccordés au réseau de gaz naturel

Les foyers du village de Kerarma, relevant de la commune d'El Bordj, dans la wilaya de Mascara, ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel, a-t-on appris de l'entreprise de SDO.

La chargée de communication de l'entreprise de distribution d'électricité et de gaz de l'ouest (SDO), Latifa Abdelwahab, a indiqué que le réseau dont a bénéficié cette zone d'ombre s'étend sur une lon-

gueur de 770 mètres. Le projet a été financé au titre du budget de la wilaya pour une enveloppe financière de 145 millions DA, soit l'équivalent 38 250 DA par foyer.

La mise en service de ce réseau de gaz naturel au profit de 38 foyers de ce village coïncide avec les cérémonies de commémoration du 61^e anniversaire des manifestations populaires du 11 décembre 1960 et le début de la saison des grands froids. L'opération permettra d'améliorer les

conditions de vie des habitants de cette région, située à 800 mètres d'altitude et marquée par ses saisons hivernales très rudes.

Il est à rappeler que deux autres douars de la commune d'El Bordj, classés zones d'ombre, ont bénéficié en mars dernier de deux projets similaires, financés par le Fonds de garantie et de solidarité pour les collectivités locales, supervisé par le ministère de l'Intérieur et Collectivités

locales et du budget de wilaya. Le douar d'Amara a bénéficié du réseau de gaz naturel au profit de 150 foyers, à travers un projet financé par le même Fonds pour une enveloppe financière de 175 millions DA, en plus du douar Ouled Teliane dont 135 foyers ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel pour un montant de 89 millions DA, opération financée sur le budget de wilaya de l'exercice 2020.

Yanis Y.

Naâma

Intensifier les recherches sur la lutte de Cheikh Bouâmama

Les participants à la rencontre nationale sur le symbole de la résistance populaire, Cheikh Bouâmama, ont souligné, dimanche à Naâma, au terme de leurs travaux, l'importance d'intensifier les recherches académiques et scientifiques en vue d'élaborer une documentation sur les exploits et le combat de cette figure emblématique de la résistance populaire à la colonisation française et en faire une référence historique.

Les recommandations ont été centrées sur l'appel à coopérer entre les historiens et les conservateurs de manuscrits historiques des zaouïas, notamment

les descendants de cette figure historique, ainsi que la collecte de témoignages oraux documentés pour soutenir les efforts de recherche académique en vue d'écrire l'histoire de la résistance de Cheikh Bouâmama dans le sud-ouest du pays.

Les participants à cette rencontre, animée par des chercheurs et des universitaires, ont insisté sur le recueil des communications présentées lors des travaux afin qu'elles servent de références pour approfondir les recherches et les études sur cette figure historique et les résistances populaires en général. Les recommandations ont également porté sur l'accompa-

gnement et la valorisation de recherches historiques sur certains aspects liés au parcours soufi de Cheikh Bouâmama et le rôle joué par les zaouïas dans la lutte contre la présence coloniale dans la région du sud algérien.

La rencontre, de deux jours, coïncidant avec la commémoration du 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, a été l'occasion de faire la lumière sur un aspect important de l'histoire de la résistance populaire liée aux exploits de cette personnalité, dont la lutte a eu lieu en 1881 dans le sud-ouest de l'Algérie, face à l'expansion coloniale française.

Cette rencontre a permis de

mettre en lumière le rôle de la zaouïa soufie fondée par Cheikh Bouâmama dans la région de Meghrar Tahtani en 1876, et l'étendue de sa contribution dans le renforcement de la relation spirituelle entre les tribus.

Les différents apports intellectuels, lors de cette rencontre, ont souligné que la résistance de Cheikh Bouâmama vient en complément à celle initiée par l'Emir Abdelkader et approfondie par la résistance des Ouled Sidi Cheikh et des révolutionnaires d'Inguer, des Deghamcha, dans les régions du Touat et de Gourara. Les participants à la rencontre ont évoqué les répercussions sur le terrain de la résis-

tance de Cheikh Bouâmama et sa stratégie militaire qui a entravé les projets coloniaux français dans le sud-ouest du pays, soulignant qu'il s'agissait de «l'une des résistances populaires les plus violentes au cours du 19^e siècle après la résistance de l'Emir Abdelkader».

La rencontre a mis en exergue le fait que la résistance de Cheikh Bouâmama ait révélé la faiblesse des troupes coloniales à affronter, malgré les restrictions du Makhzen à son égard et l'inaction et la complicité de ce dernier avec l'ennemi français, qui a dû rechercher des solutions politiques pour l'étouffer

Safy T.

Histoire de l'Algérie

Les amateurs appelés à réaliser de courts documentaires

■ La créativité et le talent sont les bienvenus, ont confirmé, dimanche, les participants aux 3^{es} Journées nationales du court métrage, qui se tiennent à la Maison de la culture de Tissemsilt. Ils ont appelé, à cette occasion, les metteurs en scène amateurs à réaliser de courts documentaires sur l'histoire de l'Algérie, afin de la faire connaître aux prochaines générations avec tous les moyens médiatiques possibles.

Par Abla Selles

Lors de sa communication intitulée «Principes et ABC de la réalisation d'un court métrage documentaire sur l'histoire», l'enseignant Mohamed Dahou Amine, de l'Université de Tlemcen, a souligné «l'importance de la contribution des cinéastes amateurs dans la réalisation de courts documentaires sur l'histoire de l'Algérie».

Le conférencier a estimé que le court métrage documentaire peut jouer un rôle important dans l'archivage de documents sur l'histoire de notre pays, notamment la glorieuse guerre de Libération nationale, en véhiculant la souffrance des Algériens et en mettant en lumière la lutte et l'héroïsme des moudjahidines.



Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de réaliser des courts métrages pour sensibiliser sur

les dangers des fléaux sociaux et la prévention de diverses maladies, telles que la pandémie de

coronavirus. L'intervenant a également mis en exergue «l'utilité des courts métrages dans l'orien-

tation et la transmission des messages de sensibilisation à la société», affirmant qu'ils sont aussi importants que les longs métrages en termes de qualité.

Les troisièmes Journées nationales du court métrage se sont achevées dans la soirée à la Maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem» de Tissemsilt, par la tenue d'une cérémonie au cours de laquelle ont été annoncés les trois meilleurs courts métrages.

L'événement, organisé à l'initiative de la Maison de la culture de Tissemsilt, en coordination avec l'association de wilaya «Culture et Arts» à l'occasion de la commémoration du 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, a vu la participation de 21 courts métrages de cinéastes amateurs issus de 21 wilayas. A. S.

Haut Conseil de la langue arabe Défi et potentialités

Le président du Haut Conseil de la langue arabe, Salah Belaïd, a affirmé, dimanche à Tiaret, que «la langue arabe a les potentialités pour devenir leader dans les domaines de la science et de la connaissance par l'exploitation des découvertes de l'intelligence artificielle». L'orateur a indiqué, à l'ouverture d'une rencontre internationale sur le thème «Langue arabe : paris et perspectives», que cette langue «a toutes les potentialités et capacités pour être la première langue mondiale dans les domaines de la science, de la connaissance, de l'intelli-

gence artificielle et de bénéficier de la numérisation et de la technologie». Lors de cette rencontre, organisée par l'université «Ibn Khaldoun» de Tiaret, le président du Haut Conseil de la langue arabe a souligné que «ce qui est attendu aujourd'hui des chercheurs, des étudiants et tous ceux qui s'intéressent au développement de la langue arabe et de son intégration dans le système de numérisation et de l'intelligence artificielle, est de raviver leur esprit d'initiative et de redoubler d'efforts pour atteindre cet objectif». Salah Belaïd a également estimé qu'«atteindre le

développement de la langue arabe et restaurer sa gloire doit commencer immédiatement par des recherches lancées là où d'autres langues ont fini par se développer». A cet égard, il a mis l'accent sur «la nécessité d'une intégration entre les langues et l'exploitation du facteur commun entre elles pour les insérer dans le monde de la numérisation sans pour autant abandonner l'identité qui lui est associée». Dans ce contexte, il a rappelé que l'Algérie est parmi les premiers pays à relancer le mois de la langue arabe, qui fait l'objet d'une grande attention de la part

du président de la République, Abdelmajid Tebboune. De son côté, le doyen de la faculté des lettres et des langues, le P^r Abdelkader Zerrouki, a salué les efforts du HCLA pour développer la langue arabe et à en faire une partie active de la culture mondiale. Cette rencontre, à laquelle ont participé des professeurs de nombreux pays arabes et étrangers, s'est articulée autour de trois thèmes : «la langue arabe à l'ère de la mondialisation», «la didactique de la langue arabe» et «l'enrichissement linguistique français de la civilisation arabe». D. R.

Journées du théâtre du Sud à Djelfa

Une occasion pour encourager la créativité

La 10^e édition des «Journées du théâtre du Sud» débute mercredi à Djelfa la participation des wilayas du sud du pays, a-t-on appris, dimanche, auprès du théâtre régional Ahmed-Benbouzid. La 10^e édition des Journées du théâtre du Sud se tiendra du 15 au 19 décembre en

courses, avec la participation de troupes théâtrales issues de plusieurs wilayas du Sud, dont Adrar, Ouargla, Tindouf, Laghouat et Djelfa, a indiqué la chargée de communication de l'établissement culturel, Laamria Djibab. Au programme de l'événement culturel, organisé par le Théâtre national Mahieddine-

Bachtarzi, en collaboration avec le théâtre régional Ahmed-Benbouzid, plusieurs représentations théâtrales pour enfants et adultes. La manifestation, devant contribuer à la découverte de jeunes talents, prévoit également des ateliers de formation et des conférences animés par des enseignants et spécialistes du

théâtre, qui aborderont plusieurs thèmes en relation avec le théâtre radiophonique et un atelier de théâtre destiné aux personnes aux besoins spécifiques, a ajouté la même source. «Des rencontres débats sont aussi prévues à l'issue des représentations théâtrales», a précisé M^{me} Djibab. L. B.

Musique

Le mexicain Vicente Fernandez n'est plus

Le roi de la chanson populaire au Mexique et star des orchestres «mariachi», Vicente Fernandez, est mort dimanche. Le crooner aux sombrero et aux romances qui ont bercé des soirées de fête et des générations de cœurs brisés du

Mexique à l'Argentine, s'est éteint à 81 ans dans un hôpital de Guadalajara, la deuxième ville du pays, a indiqué sa famille sur Instagram.

Le maître absolu des «rancheras», chansons sur les tourments de l'amour à plusieurs guitares et

inévitables trompettes, était hospitalisé depuis une chute début août dans son ranch près de Guadalajara, capitale de l'état du Jalisco.

L'interprète sentimental et macho assumé de «Por tu maldi amor» («Pour ton amour mau-

dit») et de la très aigre-douce «Que te vaya bonito» («Je te souhaite le meilleur») a vendu 70 millions de disques en cinquante ans d'une carrière couronnée par trois Grammys et neuf «Latin Grammys». M. K.

M. K.

Festival de Cannes L'événement ne sera plus diffusé par Canal+

La chaîne du cinéma ne retransmettra plus le Festival de Cannes. Selon les informations du «Point» et du «Parisien», le divorce est acté entre les organisateurs de la cérémonie et Canal+ après un partenariat de 28 ans.

Dès 2022, ce sont France Télévisions et le média en ligne Brut qui diffuseront les trois prochaines cérémonies, au moins. L'accord devrait être officialisé dans quelques jours, selon «Le Parisien».

Sollicité par l'AFP, France Télévisions a confirmé «avoir fait une proposition avec Brut au Festival de Cannes pour être leur partenaire média». Mais, toutefois, «aucune décision n'est encore prise» et les discussions se poursuivent «sereinement» avec Pierre Lescure et Thierry Frémaux, respectivement président et délégué général du Festival de Cannes, précise le groupe audiovisuel public, qui assure avoir «appris avec surprise par la presse la décision de Canal+».

Le directeur des programmes de Canal+ a toutefois garanti que la chaîne cryptée allait continuer à couvrir le Festival avec «davantage de moyens» grâce aux économies ainsi réalisées. «En plus du travail de nos journalistes sur place, du Cercle et de ses chroniqueurs, on prévoit une émission quotidienne en access prime time», a-t-il détaillé. R. I.



Grande-Bretagne/Omicron

Retour du télétravail et campagne vaccinale pour une troisième dose

■ Pour freiner la propagation «phénoménale» du variant Omicron, les Britanniques sont de nouveau encouragés à travailler de la maison depuis hier, tandis que le gouvernement a engagé une course contre la montre pour administrer un maximum de troisièmes doses de vaccin avant la fin de l'année.

Par Mourad M.

Omicron «se propage à un taux phénoménal, que l'on n'avait jamais vu auparavant, les infections étant doublées tous les deux à trois jours», a déclaré le ministre de la Santé, Sajid Javid, hier sur Sky News.

«Notre stratégie a été de gagner du temps pour l'évaluer et de bâtir nos défenses afin d'éviter de submerger les hôpitaux», a-t-il ajouté. «La campagne de rappel vaccinal, qui consistera à doubler le nombre de troisièmes doses offertes à environ 1 million

par jour, est d'une ampleur jamais vue dans le pays», a-t-il souligné. Environ 40 % des plus de 12 ans en ont déjà reçu une.

En raison de cette rapide augmentation des contaminations, le niveau d'alerte Covid a été relevé de trois à quatre, le deuxième niveau le plus élevé, qui indique que «la transmission est élevée» et que la pression sur les services de santé est «importante ou en augmentation».

Le nombre total de cas d'Omicron détectés au Royaume-Uni a atteint 3 137 dimanche, mais le nombre réel

de cas serait bien supérieur.

Détecté au Royaume-Uni il y a seulement un peu plus de deux semaines, Omicron devrait être le variant dominant d'ici quelques jours, estime le gouvernement. Il représente déjà 40 % des contaminations à Londres, selon le ministre Javid, qui a souligné que 10 personnes étaient hospitalisées en Angleterre en raison d'Omicron.

Particulièrement touché par la pandémie avec plus de 146 000 morts et autour de 50 000 nouvelles contaminations quotidiennes, le Royaume-Uni avait déjà récemment décrété d'autres mesures, comme le télétravail en vigueur depuis hier et le port du masque dans presque tous les endroits fermés, à l'exception



PH. > D. R.

des pubs et restaurants.

Un passeport sanitaire sera aussi imposé à partir de demain dans les grands lieux de rassemblement, comme les discothèques et les stades de football, mesure qui suscite l'ire d'une

partie des députés de la majorité conservatrice. Soumises au vote des députés aujourd'hui, ces nouvelles mesures devraient être adoptées grâce au soutien du parti d'opposition travailliste.

M. M.



Commentaire

Départ

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques mois, lors de l'annonce de sa candidature pour l'investiture de son parti à la présidentielle de 2022, Éric Ciotti avait été copieusement moqué par les médias et sur les réseaux sociaux, certains assurant même qu'il finirait bon dernier du scrutin interne des Républicains. Pourtant, jeudi 2 décembre, c'est lui qui arrive en tête au premier tour du scrutin, éliminant par la même occasion le favori des sondages, Xavier Bertrand. La conclusion de cette victoire inattendue est sans doute que la ligne droitière des LR est bien plus forte qu'attendu et que les adhérents du parti, seuls autorisés à choisir leur candidat pour la prochaine élection présidentielle, sont bien plus polarisés que ce qu'il y paraît. Ainsi, même si Valérie Pécresse est celle qui a finalement été choisie au second tour, elle présentera un programme bien moins triste que prévu. C'est dans ce contexte que quinze élus LR, membres de la majorité du maire de Nice Christian Estrosi, de la métropole ou du département des Alpes-Maritimes, ont annoncé la semaine dernière leur départ, «avant de se déshonorer», du parti «Les Républicains» dont ils contestent l'évolution sous l'influence d'Éric Ciotti. «On voit bien aujourd'hui que Valérie Pécresse, candidate des Républicains à la présidentielle, est prise en otage par la zémourisation imposée par Éric Ciotti», a affirmé une proche des partants pour expliquer cette décision collective après la primaire interne qui a vu le député des Alpes-Maritimes Éric Ciotti arriver en tête du premier tour et obtenir 39,05 % au second tour. Le maire de Nice et président de la métropole niçoise, Christian Estrosi, avait ouvert la voie le 6 mai en claquant la porte de LR en appelant à une clarification sur la position vis-à-vis du Rassemblement National. Considéré comme «Macron-compatible», il avait alors lancé son mouvement politique «La France audacieuse», arguant qu'il était «temps de reconstituer une grande formation politique de centre droit». Éric Ciotti avait déclaré le 5 septembre qu'il voterait pour le polémiste d'extrême droite en cas de duel entre celui-ci et le président sortant Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle, une affirmation qu'il n'a pas réitérée ensuite. «Parce que nous sommes attachés aux valeurs gaullistes qui font que l'élection présidentielle est un moment de vérité et de rassemblement. Parce que nous n'avons jamais hésité à faire barrage à l'extrême droite quand l'occasion s'est présentée alors que certains pactisent ouvertement avec elle. Parce qu'il est inconcevable d'avoir le moindre mot de soutien en faveur d'Éric Zemmour et d'appeler à voter pour lui», ont indiqué les élus niçois pour justifier leur départ. «Parce que certains qui n'ont plus de Républicains que le nom, ont définitivement tourné le dos à leur histoire politique et à nos valeurs. Parce qu'en réalité, c'est notre parti qui nous a quittés depuis qu'il est dirigé par une faction. Parce que nous sommes de la droite républicaine et que parfois la fidélité c'est de s'en aller avant de se déshonorer», ont-ils ajouté. Reste à voir si ces élus franchiront le pas et rejoindront officiellement le président sortant, qui à ce jour ne s'est toujours pas déclaré candidat à sa propre réélection, ou s'ils resteront en dehors de la prochaine campagne présidentielle. Pour le moment, Pécresse, elle, continue en tout cas à être bien placée dans les sondages et pourrait même être la seule, d'après une récente étude d'opinion, capable de battre Macron au second tour de la présidentielle.

F. M.

Moyen-Orient

Rencontre historique entre dirigeants d'Israël et des Emirats

Le Premier ministre d'Israël, Naftali Bennett, s'est entretenu hier à Abou Dhabi avec l'homme fort des Emirats arabes unis, Mohammed ben Zayed, une rencontre historique qui vient sceller une «nouvelle réalité» dans la région. Les liens commerciaux ont été au cœur des discussions, au deuxième jour de la visite de M. Bennett, la première d'un chef de gouvernement israélien dans une monarchie arabe du Golfe. Cette visite a lieu au moment où Israël, par ailleurs, pousse pour le maintien des sanctions contre l'Iran, son ennemi juré et pays riverain et important partenaire économique des Emirats.

M. Bennett a rencontré le prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed, qui a «exprimé l'espoir que cette visite contribuera à des avancées positives dans la coopération bilatérale», selon l'agence de presse officielle émiratie WAM.

Les deux hommes ont discuté des «voies de coopération» dans «l'investissement, l'économie, le commerce et le développement, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, des énergies renouvelables, des hautes technologies et de la santé», d'après WAM.

Dans une interview à la WAM, M. Bennett a évoqué «une nouvelle réalité» dans la région et dit s'attendre à de «bonnes relations» dans le secteur économique.

Naftali Bennett est arrivé dimanche soir à Abou Dhabi, plus d'un an après la signature d'un accord sur la normalisation

entre les deux pays, le 15 septembre 2020. Le même jour, Bahreïn a signé le même accord et ces deux pays sont devenus les premières monarchies arabes du Golfe à normaliser publiquement les relations avec Israël.

Depuis, les Emirats et Israël ont conclu plusieurs accords commerciaux – tourisme, aviation, services financiers etc.

Outre le prince héritier, M. Bennett doit rencontrer des responsables dans les domaines des technologies, de la culture et des investissements, selon une source de la délégation israélienne. «Les Emirats s'intéressent à l'expérience de M. Bennett dans le domaine des hautes technologies et des affaires, ainsi qu'à l'innovation israélienne en général», a dit cette source, précisant que les réunions devraient «se concentrer principalement sur les échanges commerciaux».

Au-delà de l'économie, le dossier nucléaire de l'Iran fait partie des inquiétudes communes d'Israël et de ses nouveaux partenaires du Golfe.

La région a été le théâtre d'un bal diplomatique ces dernières semaines, alors que des pourparlers sur ce dossier se déroulent actuellement à Vienne, jusque-là sans résultat.

Ces négociations indirectes à Vienne entre l'Iran et les États-Unis, par l'intermédiaire notamment des Européens, ont repris fin novembre pour tenter de resusciter l'accord de 2015 censé empêcher Téhéran de se doter de la bombe atomique.

Les États-Unis se sont retirés en 2018 de cet accord, en réta-

blissant leurs sanctions contre l'Iran, lequel en réponse s'est affranchi progressivement des restrictions à son programme nucléaire, suscitant les inquiétudes internationales même si ce pays a maintes fois démenti chercher à fabriquer une bombe nucléaire. Israël rejette l'accord de 2015 et continue d'accuser l'Iran. Les Emirats gardent néanmoins une attitude plus prudente vis-à-vis de la République islamique. Début décembre, le conseiller à la sécurité nationale, cheikh Tahnoun ben Zayed, s'est rendu à Téhéran, une première visite en cinq ans d'un responsable émirati de ce rang, et l'Iran a alors exprimé l'espoir d'ouvrir une nouvelle page avec les Emirats.

Le 11 novembre, les Emirats et Bahreïn ont mené des premières manœuvres navales conjointes avec l'État hébreu, dans le but d'«améliorer nos capacités collectives de sécurité maritime», selon la marine américaine à la tête de cet exercice.

La République islamique est régulièrement accusée de mener des opérations hostiles dans les eaux du Golfe.

La visite de Naftali Bennett a été globalement peu suivie par les médias émiratis, la population locale et arabe restant encore très solidaire des Palestiniens et hostile à l'État hébreu.

Aux Emirats comme à Bahreïn, les critiques contre Israël ne manquent pas mais s'arrêtent souvent aux réseaux sociaux, les condamnations publiques contre les gouvernements étant rares dans ces pays accusés de museler les voix dissidentes.



Championnats européens
Boulaya, Mandi et Atal buteurs

Les internationaux algériens, Farid Boulaya (FC Metz), Youcef Atal (OGC Nice), et Aïssa Mandi (Villarreal), se sont distingués dimanche soir, en contribuant à la victoire de leurs clubs respectifs, dans le cadre des championnats de France et d'Espagne de football. Pour le compte de la 18e journée de la Ligue 1 française, le FC Metz a dominé largement le FC Lorient (4-1). Le meneur de jeu algérien Boulaya était l'homme providentiel côté messin. Il a d'abord surgi à la 19e minute de jeu pour corser l'addition pour son équipe (19e) sur un superbe coup franc direct, avant d'être l'auteur de deux passes décisives, sur les actions des troisième (80e) et quatrième buts (84e). Un succès qui permet à Metz de renouer avec la victoire après deux défaites de suite, et surtout revenir à un point du premier non

relégable Troyes (16 pts). En Bretagne, l'OGC Nice est allé damer le pion au Stade Rennais (2-1). Titularisé, au même titre que l'autre international algérien Hicham Boudaoui, Atal a inscrit le deuxième but de son équipe, en début de la seconde période (51e). Une victoire qui permet aux "Aiglons" de rejoindre provisoirement le podium avec 30 points, à une longueur du deuxième, le Stade Rennais (31 pts). En Espagne, le défenseur central de Villarreal, Aïssa Mandi s'est illustré, en signant son premier but de la saison, à l'occasion de la victoire décrochée à la maison face au Rayo Vallecano (2-0), pour le compte de la 17e journée de la Liga. Mandi a ouvert le score pour son équipe d'une belle tête plongeante (32e), avant de sauver dix minutes plus tard, une balle sur sa ligne.

Mise à jour de la Ligue de football
La JSK au défi de la JSS

n La JS Kabylie affronte cet après-midi la JS Saoura pour le compte de la mise à jour de la Ligue I, après la décision de la LFP de reporter ses matchs en raison de sa situation difficile.



Les Canaris risquent de laisser des plumes à Béchar

PH. A. D. R.

Championnat arabe des clubs de Handball (seniors)
Une délégation de l'UAH inspecte des équipements sportifs et hôteliers à Oran et Arzew

Une délégation de l'Union arabe de handball (UAH), conduite par le secrétaire général, le Saoudien Abdellah Al Aliane, a entamé dimanche des visites d'inspection aux différentes infrastructures sportives et hôtelières concernées par le Championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes de handball (messieurs et dames) en mars 2022 et organisé par l'ES Arzew, a appris l'APS auprès des organisateurs. A ce propos, la délégation de l'UAH a visité les salles omnisports "Hamou-Boutellils", "Akid Lotfi" et Bir El Djir à Oran, avant de se

rendre à Arzew (30 km) pour inspecter la salle du 24-février, dont les travaux de réhabilitation touchent à leur fin, a indiqué la même source. Les émissaires de l'instance arabe de la petite balle, accompagnés par le président du comité provisoire chargé de la gestion de la fédération algérienne de la discipline, Abdelkrim Bendjemil, ainsi que le président du club organisateur, Amine Benmoussa, ont visité également les établissements hôteliers dans les deux villes retenus pour accueillir les participants à l'évènement, souligne-t-on.

Elections de la LFP
Medouar candidat à sa propre succession

Le président sortant de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar, a décidé de briguer un deuxième mandat à la tête de l'instance dirigeante de la compétition, lors de l'Assemblée générale électorale (AGE), fixée au mercredi 22 décembre, a-t-on appris dimanche auprès de l'intéressé. Medouar a préféré attendre le dernier jour du dépôt des candidatures, pour trancher définitivement sur son intention de briguer un nouveau mandat, lui qui avait été élu en juin 2018. "Je suis candidat à la présidence de la LFP. J'ai déposé mon dossier de candidature ce dimanche après-midi", a affirmé Medouar, lui qui gère par dérogation depuis le 20 octobre 2020, les affaires courantes de la LFP, suite à une autorisation de la Fédération algérienne (FAF). L'ancien prési-

dent de l'ASO Chlef, avait été élu à la tête de la LFP en juin 2018, en remplacement de Mahfoud Kerbadj. Le premier mandat de Medouar a été marqué, d'abord par une rébellion de certains membres de son bureau exécutif, jusqu'à l'arrivée de la pandémie du Covid-19, dont les conséquences ont été fatales sur le bon déroulement du championnat, avec un arrêt forcé de plusieurs mois. Medouar (60 ans) sera en course avec Azzedine Arab, l'ancien président du Conseil d'administration de l'ES Sétif, qui était le premier à déposer sa candidature. Arab s'est dit très enthousiaste à l'idée de présider l'instance de gestion de football professionnel "après avoir été membre du bureau exécutif de la LFP pendant sept ans, sous la présidence de Mahfoud Kerbadj".

Par Mahfoud M.

En effet, il faut savoir que la délégation des Canaris était en confinement dans un hôtel de Zéralda à son retour d'Eswatini en raison de doutes sur une contamination au nouveau variant, Omicron. L'équipe avait, ensuite, souffert étant donné qu'elle n'a pas pu s'entraîner pour préparer ses prochains rendez-vous. Les dirigeants avaient demandé à s'entraîner au Centre de préparation des équipes nationales à Sidi Moussa, mais les responsables du Conseil scientifique, de

même que ceux du ministère des Sports, ont refusé à leur accorder cet avantage. Les Canaris ont, ensuite, pu s'entraîner à l'école nationale de l'hôtellerie d'Aïn Bénian à Alger. Toutefois, le coach tunisien de la JSK estime que cela a été insuffisant étant donné que l'équipe s'est entraînée pour trois séances seulement, ce qui est peu pour préparer un match aussi difficile que celui-là face à la Saoura qui joue les premiers rôles en Ligue I. Les joueurs sont à court physiquement et cela risque de se répercuter sur le rendement de l'équipe qui aura du mal à tenir tête aux représentants du Sud.

Malgré cela, les coéquipiers de Dokha tenteront quand même de réussir un résultat probant surtout qu'ils savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur, après les dernières contre-performances que ce soit à domicile ou à l'extérieur de ses bases. De son côté, la JSS se donnera à fond pour prendre les trois points et confirmer sa bonne santé, surtout après sa qualification à la phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine. Il s'agit de grignoter quelques places supplémentaires au classement pour prouver la bonne santé de cette équipe qui compte remporter un titre cette saison.

M. M.

Coupe arabe/Qatar-Algérie
Les Algériens peinent à trouver des billets

Une très grande partie des supporters algériens n'arrivent pas à trouver de billets pour la demi-finale de la Coupe Arabe des Nations qui opposera, ce mercredi 15 décembre, les Fennecs au Qatar. Les hommes de Madjid Bougherra ont dû patienter jusqu'aux tirs au but pour valider leur ticket pour le dernier carré de la compétition internationale.

Au prochain tour, ils risquent bien d'avoir une mauvaise surprise en entrant dans l'enceinte du stade d'Al Thumama à Doha. Selon nos informations, cette dernière affiche déjà complet pour la rencontre de l'équipe nationale. Ayant été mis en vente du 28 septembre au 12 octobre dernier, les billets de la Coupe Arabe des Nations ne se sont pas envolés très vite à l'except-

tion de ceux de l'équipe qatarie ainsi que les demi et la finale. Si une deuxième phase de vente a été mise en place par les organisateurs du 25 octobre jusqu'à la fin du tournoi, les ressortissants algériens au Qatar et ceux qui ont fait le déplacement d'un peu partout dans le monde ne trouvent plus de billets disponibles.

Les organisateurs ont opté pour la formule "premier arrivé, premier servi" pour les places des matchs de la Coupe Arabe des Nations. Il semblerait bien que nos supporters ne se soient pris à temps pour assurer leurs présences dans les gradins.

S'apprêtant à affronter le pays hôte, la Fédération algérienne de football a décidé d'envoyer une demande officielle aux organisateurs pour avoir 50% des billets de la demi-finale.

Ligue des champions

Le mode d'emploi du tirage des huitièmes de finale

Seize équipes connaîtront lundi à midi, leur adversaire en huitièmes de finale de la Ligue des champions, lors du tirage au sort organisé par l'UEFA dans son siège à Nyon en Suisse. Les formations sont réparties dans deux "chapeaux", selon leur parcours au premier tour: d'un côté, les vainqueurs de groupe (désignés comme têtes de série) et, de l'autre, les deuxièmes de groupe.

Une équipe du chapeau 1 et une équipe du chapeau 2 sont tirées pour former la première affiche, et ainsi de suite jusqu'à la huitième et dernière opposition. Selon le règlement, deux équipes ayant joué dans le même groupe ou issues du même championnat ne peuvent s'affronter. Les têtes de série sont censées avoir deux avantages: celui d'affronter un adversaire théoriquement

plus faible, et celui de disputer le match retour, décisif pour la qualification, à domicile.

Nouveauté cette saison: si deux équipes sont à égalité après le match retour, le nombre de buts marqués à l'extérieur ne sera plus le critère pour les départager et la qualification se jouera sur une prolongation et d'éventuels tirs au but.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bilan des dernières 24 heures

210 nouveaux contaminés et 6 décès

L'Algérie a enregistré 6 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de moins que le bilan d'hier (8), portant à 6 151 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé.

Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 210 cas, soit 14 cas de plus par rapport au bilan d'hier (196), pour atteindre, au total, 213 058 cas confirmés.

R. N.

Médéa

Début de vaccination du personnel du secteur de l'Education

Une opération de vaccination du personnel du secteur de l'Education de la wilaya de Médéa contre le Covid-19 a débuté, hier, au niveau d'un centre de vaccination installé dans l'enceinte du CEM «Houaria-Houari», au centre-ville de Médéa, a-t-on constaté. L'opération, qui s'étalera jusqu'au 16 du mois courant, vise à «renforcer la protection du personnel du secteur de l'Education, mais également des élèves, et réduire ainsi tout risque de propagation du virus au sein des établissements scolaires», a indiqué le directeur local de la santé, Mohamed Cheggouri. La vaccination du personnel éducatif intervient, selon le même responsable, suite à l'apparition, dans certains établissements scolaires du pays, de cas d'infection parmi les élèves scolarisés, d'où l'urgence, a-t-il ajouté, d'*«entamer, sans plus tarder, à la vaccination du plus grand nombre possible d'enseignants et d'encadreurs pour éviter une explosion des cas d'infection»*. La direction locale de la santé espère arriver à vacciner 80 % de l'effectif du secteur de l'Education, estimé à 23 000 enseignants et encadreurs, au cours des quatre jours réservés à cette opération, programmée également dans trois autres centres de vaccination aménagés dans des établissements scolaires situés à Ksar-el-Boukhari, Berrouaghia et Beni-Slimane, a expliqué Cheggouri.

Le personnel résidant dans d'autres localités aura la possibilité de se faire vacciner, a-t-il fait savoir, dans les nombreuses structures sanitaires de la wilaya où toutes les dispositions ont été prises afin de garantir la réussite de cette opération.

Ouargla : 31 centres de vaccination au profit des personnels de l'Education

Trente-et-un centres de vaccination contre la pandémie de coronavirus ont été mobilisés à travers la wilaya de Ouargla au profit des personnels de l'Education, dans le cadre de la deuxième phase de la campagne de vaccination, a-t-on appris, hier, de la direction locale de l'Education. Menée en coordination avec le secteur de la Santé, l'opération intervient à la suite de la première phase lancée au début de la saison scolaire pour la vaccination de 50 % des personnels du secteur au niveau des wilayas de Ouargla et Touggourt, soit 8 700 personnes entre enseignants et travailleurs, a précisé le directeur de l'Education, Badreddine Benaïssa. Cette campagne, pour laquelle ont été mobilisés les moyens humains et matériels nécessaires, vise à atteindre une immunité collective en milieu scolaire, englobant aussi bien l'enseignant que l'élève, a expliqué le responsable. H. Y.

Tizi-Ouzou/Internet

73 équipements des deux technologies filaire et 4G LTE déployés en 2021

Le taux de pénétration d'internet dans la wilaya de Tizi Ouzou a atteint, en 2021, pas moins de 75 %, alors que le taux de couverture est de 95 %, a annoncé, hier, le directeur local des télécommunications, Amar Adda. Ces deux paramètres ont considérablement évolué ces dernières années, puisqu'ils étaient à peine au-dessous des 30 % en 2015. S'exprimant sur les ondes de la radio locale, il a précisé qu'en 2021 le nombre de foyers raccordés à l'internet a dépassé plus de 27 000 clients. Revenant sur le bilan des activités durant l'année 2021, le même responsable a fait état de déploiement de pas moins de

73 équipements des deux technologies utilisées pour l'accès à internet, dont 55 en réseau filaire avec une capacité de 18 272 accès et 18 stations 4G LTE d'une capacité de 12 060 accès. Interrogé sur les dégâts occasionnés à leurs installations par les incendies de l'été dernier, Amar Adda a précisé que plus de 67 réseaux filaires d'une capacité de 3 463 lignes clients avaient été mis hors service, et en 48 heures pas moins d'une centaine d'équipements étaient touchés. La réparation de ces dégâts a duré la période d'un mois pour raccorder les clients affectés par cette situation.

Hamid M.

Coupe Arabe: Le superbe but de Belaili face au Maroc



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Tribunal de Sidi M'hamed

L'ancien wali de Djelfa condamné à 4 ans de prison ferme

■ Le pôle pénal économique et financier près le tribunal de Sidi M'hamed a condamné, hier, l'ancien wali de Djelfa, Hamana Guenfaf, à une peine de 4 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million DA pour des faits de corruption.

Par Slim O.

L'ancien wali, le SG de la wilaya de Djelfa et le reste des accusés, dont des cadres et des directeurs de wilaya, sont poursuivis dans cette affaire pour des faits de corruption, notamment pour abus de fonction, pillage de foncier et octroi d'indus avantages.

Les accusés Taleb Missoum et Taleb Mohamed ont été condamnés respectivement à 3 ans et 2 ans de prison ferme et à une amende d'un million de dinars pour chacun, tandis que Taleb Omar et Taleb Abdelbaki ont écopé d'un an de prison

avec sursis et la même amende.

La famille Taleb avait été poursuivie pour obtention illégale à Djelfa de 11 assiettes foncières par concession en violation de la réglementation en vigueur.

L'accusée, Brihemat Naima, ancienne directrice de l'agence foncière de la wilaya, a été condamnée à un an de prison avec sursis. La même peine assortie d'une amende d'un million DA a été prononcée à l'encontre de l'accusé Cherit Belkhir, gestionnaire de la société de la famille Taleb. Le reste des accusés, deux anciens directeurs de l'industrie et des cadres dans la même wilaya, ont été acquittés

et ont bénéficié de la levée des procédures de contrôle judiciaire. Tous les contrats, décisions et contrats de concession liés aux faits de cette affaire ont également été annulés.

Le procureur de la République de la même juridiction avait requis une peine de 8 ans de prison ferme contre Hamana Guenfaf et 6 ans contre l'ancien SG de cette wilaya, Hadj Moussa Aomar, avec une amende de 2 millions DA et cinq ans d'inéligibilité à l'encontre des deux accusés, tandis que des peines allant de 5 à 6 ans ont été requises à l'encontre des autres accusés dans cette affaire.

S. O.

Constantine

Place de choix au caroubier pour régénérer les zones incendiées

Le caroubier, connu sous le nom scientifique de Ceratonia Siliqua, gagne du terrain et revêt un intérêt particulier dans le programme de régénération des zones incendiées dans la wilaya de Constantine, affirment les services de la Conservation des forêts.

Plus de 62 hectares sont ainsi réservés à la plantation de cet arbre aux multiples vertus, sur les 112 ha prévus dans le cadre du programme de régénération des zones incendiées dans la wilaya de Constantine.

«La plantation du caroubier possède un intérêt socio-économique et écologique considérable, et ce programme de reboisement, arrêté conformément aux orientations du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, vise non seulement à revitaliser des sur-

faces forestières affectées par les incendies mais ambitionne également de susciter un regain d'intérêt pour cette espèce agrosylvo-pastorale à usages multiples», a précisé à l'APS le chargé de l'information et de la communication auprès de la Conservation des forêts, Ali Zegrou.

Depuis le lancement de ce programme de reboisement à Constantine, beaucoup d'efforts ont été déployés par les services des forêts et la société civile, ce qui a permis la plantation de sept hectares de caroubier à Oued Sakiet El Roum, dans la forêt de Chettaba, à Ain S'mara et huit ha à Djebel Zouaoui dans la commune d'Ibn Ziad, s'est félicité M. Zegrou.

Il a ajouté que les préparatifs sont en cours pour le reboisement de plants de caroubier sur une superficie de sept ha dans la

forêt d'El Meridj, avec une densité de plantation de 300 plants de caroubier par hectare.

Toujours dans le cadre du programme de reboisement dans cette wilaya, 40 autres hectares sont prévus dans les forêts de Draâ El Madjen, Draâ Naga (El Khroub) et Djebel El Ouahch pour la plantation «prochaine» du caroubier.

Les plants des différentes espèces végétales, le pin pignon, le pin d'Alep, le cèdre et le caroubier, sont acquis par des associations auprès des pépinières. «Des entreprises mais aussi des bienfaiteurs nous font aussi des dons», a ajouté M. Zegrou, relevant que la Conservation des forêts soutient également ce programme de reboisement en offrant un quota de plants de caroubier de sa pépinière administrative.

B. T.